



Nom :

Prénom :

Poursuites criminelles

La présente section vise les infractions au Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46) ou aux lois fédérales de nature criminelle sanctionnées par une amende ou une peine d'emprisonnement.

1. Faites-vous présentement ou avez-vous déjà fait l'objet d'une poursuite en matière criminelle?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez la nature de l'infraction et la date à laquelle vous avez plaidé coupable ou avez été déclaré(e) coupable, et joignez une copie du jugement, le cas échéant.

2. Avez-vous déjà obtenu un pardon ou une réhabilitation au sens de la Loi sur le casier judiciaire (L.R.C. (1985), ch. C-47)?

☐ Oui ☐ Non

La réhabilitation, auparavant appelée le pardon, est une mesure de clémence qui peut être accordée à une personne condamnée sous l'autorité d'une loi fédérale.

Tribunal administratif

La présente section vise un recours déposé devant un tribunal administratif tel que le Tribunal administratif du Québec, le Tribunal administratif du logement, le Tribunal administratif des marchés financiers ou le Tribunal administratif du travail.

3. Faites-vous présentement ou avez-vous déjà fait l'objet d'un recours déposé devant un tribunal administratif?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez et joignez une copie de la décision, le cas échéant.

Recours en matière disciplinaire

4. Êtes-vous membre ou avez-vous déjà été membre d'un ordre professionnel?

☐ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, faites-vous présentement ou avez-vous déjà fait l'objet d'une plainte ou d'une enquête en matière disciplinaire ou déontologique auprès de cet ordre professionnel?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez et joignez une copie de la décision, le cas échéant.

Autres

5. Faites-vous présentement ou avez-vous déjà fait l'objet d'une plainte en milieu de travail, incluant une plainte pour harcèlement?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez et joignez une copie de la décision, le cas échéant.

--

Autorisation

☐ J'autorise la ministre de l'Enseignement supérieur à vérifier l'exactitude de ma déclaration et à faire les vérifications jugées nécessaires, notamment auprès des autorités policières et de l'ordre professionnel dont je suis membre ou dont j'ai été membre, incluant le bureau du syndic de l'ordre.

Engagement

☐ Je m'engage à informer sans délai, par écrit, le directeur général du collège, le président du conseil d'administration ainsi que le ministère de l'Enseignement supérieur de toute situation que je n'aurais pas envisagée au moment de ma nomination et de tout changement dans ma situation.

Attestation

☐ J'atteste que l'information mentionnée est exacte et que je suis la personne visée par la présente déclaration.

Signature :	Date (année-mois-jour) :

Veuillez prendre note que la transmission du présent formulaire par votre boîte courriel tient lieu de votre signature.

Protection des renseignements personnels

Les renseignements personnels recueillis par le Ministère sont nécessaires à l'exercice de ses attributions. Ils sont traités confidentiellement et utilisés aux seules fins du processus de nomination pour lesquelles ils sont recueillis. Notez que vous avez le droit de recevoir une communication ou de demander la rectification des renseignements personnels que le Ministère recueille à votre sujet en vous adressant au responsable ministériel de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels.